

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** 38 (1958)  
**Heft:** 3

**Artikel:** Sans renier ses traditions, le Nord se tourne vers l'avenir  
**Autor:** Motte, Bertrand  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-886421>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Sans renier ses traditions, le Nord se tourne vers l'avenir



par Bertrand Motte,

Vice-Président général du  
Comité d'Expansion du Nord  
et du Pas-de-Calais

Président du  
Centre d'Information Sociale  
des Groupements Patronaux  
du Nord et du Pas-de-Calais

Au terme des études qui constituent ce numéro spécial sur la région du Nord et du Pas-de-Calais, il apparaît bien que c'est une tâche difficile de résumer les aspects multiples d'une vie économique si dense et surtout de dégager les orientations raisonnables susceptibles d'exprimer les termes d'une politique d'avenir.

Un certain nombre de traits incontestables apparaissent cependant qui méritent de retenir l'attention et permettent, sans doute, de préparer le diagnostic.

On dit de la France qu'elle est en train de redevenir jeune. Cette vérité déjà évidente sur le plan national, prend une force toute particulière lorsqu'il s'agit de notre région : la poussée démographique des années à venir atteint chez nous un taux qui est sensiblement le double de celui du plan national.

Ainsi se dégage une double certitude : c'est que nous avons, sur le plan humain et social, des obligations d'une dimension particulière par rapport au reste du pays; et c'est de notre vitalité économique que nous devons attendre la possibilité de les remplir.

Or, notre économie, qui s'inscrit par sa puissance au premier rang des Provinces françaises, réside essentiellement en quatre activités dominantes :

— l'agriculture, qui groupe une main-d'œuvre de quelque 325.000 personnes actives;

— les houillères qui comptent plus de 130.000 salariés;

— le textile et le travail des métaux avec respectivement 170.000 et 150.000 travailleurs.

Pour longtemps encore notre économie dépendra essentiellement de l'évolution de ces secteurs dominants; la nécessité s'impose donc de rechercher quelles sont aujourd'hui leurs chances de développement futur.

Certes, les prédictions sont toujours dangereuses en de telles matières, mais il est tout de même possible d'avancer, à partir d'une analyse prudente, un certain nombre de prévisions raisonnables.

L'agriculture régionale connaît depuis longtemps déjà des rendements largement supérieurs aux moyennes nationales; elle est dotée en bien des secteurs d'un équipement et d'un esprit de productivité inspirés des méthodes de l'industrie, avec laquelle elle co-existe d'ailleurs étroitement; elle devra certes compléter encore son appareil de formation professionnelle et diversifier ses productions. Mais telle qu'elle est, elle possède intrinsèquement un ensemble de qualités qui l'installent en position compétitive sur le plan international et dans le cadre du Marché Commun.

Il n'en reste pas moins que du point de vue de l'emploi, son effort même de modernisation et d'équipement, conformément d'ailleurs à l'évolution contemporaine de l'emploi dans l'agriculture et l'industrie, écarte l'hypothèse d'une augmentation des effectifs employés et laisse prévoir un transfert limité mais continu des travailleurs de la campagne vers la ville.

Les houillères, quant à elles, ont atteint aujourd'hui des taux de production qui rejoignent et dépassent même les normes internationales. Si leur expansion future laisse prévoir dès maintenant ses limites, ce n'est pas, certes, par suite d'une insuffisance de productivité ou d'équipements; ce n'est pas non plus par suite de débouchés insuffisants puisque, pour longtemps encore, les grands pays modernes souffriront d'un déficit chronique en matière énergétique; c'est pour une raison purement technique, due à la structure naturelle d'un bassin dont la zone ouest commence à s'épuiser.

Le programme des houillères du Nord et du Pas-de-Calais prévoit une augmentation du volume de la production jusqu'à un plafond qui s'établira dans cinq ou six ans aux environs de 32 millions de tonnes.

Là encore, cet ultime effort, qui fera un appel toujours plus large à la machine et à la productivité, ne déterminera pas — au contraire, sans doute — une augmentation des effectifs employés.

Pour le textile, les perspectives techniques sont également encourageantes; pour qui a vu cette industrie se rétablir par deux fois au lendemain des deux dernières guerres sur les lieux mêmes où elle avait été ébranlée, nul doute qu'elle ne soit capable d'une nouvelle promotion dans un marché international transformé. Au cours d'épreuves récentes, lors de la fermeture du marché d'Extrême-Orient, le textile du Nord et du Pas-de-Calais a déjà témoigné d'une solidité profonde et de réflexes plus rapides et plus efficaces que d'autres places de production.

Au surplus, les débouchés semblent exister pour longtemps encore lorsque l'on compare la consommation en articles textiles, par tête d'habitant, des pays européens et celle des nations aux standards de vie les plus élevés.

Mais l'industrie textile est grosse employeuse de main-d'œuvre; les salaires constituent un poste important du prix de revient et c'est probablement sur ce point que devra porter particulièrement l'effort nécessaire de rationalisation et de productivité. Dès lors, même les perspectives les plus encourageantes d'augmentation de la production rendent improbable l'hypothèse d'une augmentation parallèle — voire du maintien en valeur absolue — des effectifs actuellement au travail.

Quant aux industries du métal, qui embrassent dans la région du Nord tous les cycles de la fabrication, depuis

la production de l'acier jusqu'à la mécanique, il n'y a aucune raison de ne pas les placer sous le signe général de l'expansion qui inspire toute la civilisation contemporaine : c'est le premier objectif du Marché Commun. La consommation d'acier n'est-elle pas le thermomètre technique qui mesure le degré d'évolution du progrès matériel des pays modernes?

Inscrite dans une tendance générale favorable, l'industrie métallurgique de la France du Nord doit cependant veiller à ne pas s'en laisser écartier par des servitudes ou des obstacles qui lui seraient propres.

C'est dans cet esprit que la sidérurgie met au point un vaste projet d'implantation dans la région dunkerquoise et s'efforce de constituer sur un ensemble Dunkerque-Valenciennes, un instrument homogène, bien équipé, de dimension internationale, disposé à répondre dans les meilleures conditions à une politique d'exportation et à la demande du marché intérieur.

La métallurgie, quant à elle, si elle peut confirmer sa vocation dominante dans le domaine de l'équipement lourd, ne devrait toutefois pas s'accommoder d'une exclusivité qui tendrait à l'écartier des activités nouvelles relevant de l'évolution rapide de la technique et de la science.

Sans renoncer à ses traditions, elle doit se préoccuper de la part trop restreinte que représentent, dans ses activités, les industries nouvelles telles

que la mécanique légère, de précision, d'électronique, etc. et sans doute, dans cette voie, cette région devra-t-elle consentir un effort en vue de rechercher, avec l'appui des pouvoirs publics, un certain nombre d'implantations de format national dans des productions dont elle est aujourd'hui privée de manière trop systématique, par exemple dans les domaines de l'automobile, de l'aviation, etc.

Ainsi donc, si l'on tente de discerner, à partir de données démographiques certaines et de données économiques plausibles, les caractéristiques propres aux secteurs dominants de l'économie du Nord et du Pas-de-Calais, on est amené à formuler un certain nombre de conclusions d'ensemble :

— à des degrés divers, nos activités d'aujourd'hui sont appelées à rester nos activités de demain; le problème qui leur est posé est moins celui d'une conversion que celui de leur mise en état de compétition à l'égard de la production internationale;

— l'effort d'expansion qui s'avère possible et nécessaire dans le cadre des structures présentes aboutira dans l'ensemble à une augmentation relativement faible des effectifs actuellement employés et ne répondra pas dans une mesure suffisante aux exigences de la poussée démographique.

— compte tenu de cette constatation, la création de nouveaux emplois devra être recherchée à partir d'importantes implantations industrielles relevant de techniques nouvelles.

A ce sujet, il y a lieu d'insister fortement sur les conditions particulièrement séduisantes que nos départements présentent aux investissements; offrant un marché immédiat de 3.500.000 habitants, dotée d'un équipement très complet malgré son ancienneté, habitée par une population aux traditions laborieuses reconnues, engagée dans la voie du perfectionnement de l'appareil de formation professionnelle comme en témoigne la création d'un Institut national des Sciences appliquées, cette région apparaît particulièrement disposée à réserver à des capitaux d'origine nationale ou internationale, une rentabilité supérieure à celle qui peut être trouvée dans le reste du pays.

Les observateurs peuvent constater au surplus que notre région n'attend pas passivement les événements pour prendre les initiatives utiles.

Le Comité d'expansion du Nord et du Pas-de-Calais, agréé parmi les premiers, dès février 1956, par décret interministériel, sous le patronage des Préfets de la Première région économique, a déjà largement abordé l'indispensable inventaire à partir duquel une exacte connaissance de la situation démographique et économique peut permettre de préparer l'avenir.

Cahiers après cahiers, consacrés tour à tour aux charbonnages, à la sidérurgie,



à l'agriculture, à l'énergie, au textile, etc., le C. E. R. E. S. établit la carte d'identité de la région; et ce travail dépasse la simple recherche de l'expert pour s'élever à une prise de conscience collective à laquelle s'associent, par le truchement des personnalités les plus qualifiées, les Pouvoirs publics locaux, l'Enseignement, les organisations économiques et sociales.

La phase initiale de notre effort, consacrée tout entière à l'étude, est sur le point d'aboutir à un document officiel, le Plan d'action régionale, où se trouvent exprimés la situation et les besoins des grandes activités régionales. Tout a été tenté, d'ailleurs, pour que ce document apparaisse moins comme une décision unilatérale du pouvoir central que comme une sorte de charte librement consentie, de nos activités économiques et sociales, élaborée à la diligence des responsables régionaux.

Par un enchaînement naturel, ce travail d'étude a suscité, presque immédiatement, les actions utiles; l'initiative privée a créé depuis 1955 des Sociétés d'études financières, aujourd'hui au nombre de quatre :

— Société d'étude de la région lilloise pour l'expansion industrielle et commerciale (S. E. L. E. X. I.);

— Société d'études et de services pour les bassins de la Sambre et de l'Escaut (S. A. M. E. S.);

— Société pour l'expansion économique de la région de Roubaix-Tourcoing (S. O. R. E. X.);

— Société d'étude pour le développement économique du Pas-de-Calais (S. E. D. E. P.).

Installées dans les principales agglomérations industrielles, elles ont pour mission d'apporter aux chefs d'entreprises, et particulièrement à ceux de la petite et moyenne entreprise, les prestations de conseils et de service qui leur permettront de prendre, en connaissance de cause, les initiatives nécessaires en matière d'expansion et de conversion.

Pour répondre aux besoins de financement nés de ces initiatives diverses, notre région a créé, au terme du décret du 30 juin 1955, une des premières sociétés de développement régional : la « S. D. R. du Nord et du Pas-de-Calais ».

Faisant appel à un marché financier de préférence régional, une telle Société est destinée à soutenir, par voie de participations ou de prêts, les efforts de rénovation et d'expansion de nos industries diverses, et particulièrement de la moyenne et petite entreprise qui représente un pourcentage majoritaire de notre appareil de production; elle constitue, en outre, une remarquable décentralisation du système bancaire traditionnel.

Après avoir accordé, dans les meilleures conditions possibles, les parti-

cipations que lui permettait son capital initial de 250 millions, la S. D. R. du Nord et du Pas-de-Calais est sur le point de franchir une nouvelle étape de son existence en augmentant considérablement, par voie d'emprunt, la masse financière qu'elle aura à gérer.

Au terme de cette seconde étape, elle constituera sur le territoire de nos départements, dans l'ordre des instruments de financement, une nouveauté d'un volume important.

Ainsi se trouvera réuni, au moins sous l'aspect d'un début cohérent, l'ensemble des moyens qui, sur le plan de l'étude et de l'action, doivent matérialiser la volonté de cette région de se tourner résolument vers l'avenir.

Certes, dans le développement méthodique de cette action, nous nous efforçons d'agir de manière pratique, au mieux des opportunités, et d'écartier,

autant que faire se peut, les discussions de doctrine; il n'en reste pas moins qu'il est impossible de s'engager dans cette voie sans se trouver en face des aspects généraux de la centralisation française.

Sans entrer à ce propos dans une dissertation qui dépasserait le cadre de cet article, bien que son objet fut un élément inséparable des problèmes du Nord et du Pas-de-Calais, nous tenons simplement à marquer notre position : entre le recours constant à un État trop habitué à régler lui-même les choses jusque dans le détail et les immenses possibilités d'impulsion et de réalisation qui résident selon nous sur le territoire même de nos départements, notre choix est fait.

La décentralisation que nous préconisons est celle qui permet aux ensembles régionaux d'obtenir, par





Le lancement du paquebot « Flandre ».

humaine; cette ressource, nul ne le conteste, nous la possédons. Bien plus, elle représente pour nous un impératif catégorique d'avoir à assurer à la masse de jeunes qui se présenteront demain devant le marché du travail un avenir à la mesure de ce que fut le passé de cette région.

Notre optimisme n'est pas un optimisme béat ou aveugle; il ne nie pas les grandes difficultés qui nous attendent, mais il se fonde sur une notion clairvoyante des possibilités d'expansion que recèlent encore nos activités traditionnelles, sur la conscience que nous avons de détenir, avec la volonté de les mobiliser, des moyens exceptionnels sur le plan financier et humain, en vue de faire face aux évolutions techniques et économiques.

Les premiers résultats obtenus sont positifs. Nous nous engageons avec confiance dans une voie qui doit installer l'ensemble agricole et industriel des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais au premier plan des grandes places de production qui vont, peu à peu, se constituer dans le nouvel espace économique de demain.

Bertrand MOTTE

leurs propres efforts, le meilleur emploi possible des ressources humaines et matérielles dont ils disposent, ceci dans le cadre des disciplines générales fixées par le Pouvoir central.

C'est dans cet esprit que nous agissons et c'est ainsi que nous sommes appelés à affronter les difficultés pratiques que nous réservent les structures de notre appareil administratif, financier et professionnel, qui sont celles du pays le plus centralisé du monde.

Les observateurs qui nous considèrent ou qui étudient l'avenir de la grande région industrielle et agricole du Nord de la France, s'étonnent parfois de notre optimisme. Ils estiment que nos activités traditionnelles, et parfois vieilles, nous disposent mal à accueillir les impulsions de la révolution technique et économique que le monde est en train de vivre.

Ce jugement nous semble contestable. A l'origine des activités matérielles, il faut d'abord considérer la ressource



La plage de Malo-les-Bains.